

Le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu un maximum de bien-être et de liberté absolue à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an	6 fr.
Six mois	3 fr.
Trois mois	1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, RUE D'ORSÉ, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal
à l'Administrateur

ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an	8 fr.
Six mois	4 fr.
Trois mois	2 fr.

AVIS

Nous prions instamment nos correspondants de bien vouloir adresser désormais tout ce qui concerne la rédaction à SILVARE. Tout ce qui regarde plus particulièrement l'administration devra être envoyé à PIERRE MARTIN, au Libertaire, 15, rue d'Orsel.

AU SECOURS !

Vingt-six nobles têtes à sauver

Nous voulons espérer qu'il est temps encore. Nous voulons croire qu'avant que ces lignes ne paraissent, nos vingt-six amis d'Extrême-Orient n'auront pas payé de leur tête leur dévouement à la cause de l'émancipation humaine.

Kotoku et ses amis ont droit impérieusement à notre secours.

Ce n'est pas seulement parce qu'ils sont victimes d'une procédure scélérat entre toutes — huis clos, tribunal d'exception — contre laquelle nous sommes de protester tous les « chevaliers du Droit et de la Justice », si grandiloquents na gure, s'ils ne veulent que nous les témoins, pour simplement vendus aux gros banquiers émetteurs d'emprunts nippons.

Ce n'est pas seulement parce que parmi ces condamnés il y a un homme admirable, ce Kotoku, qui, jouissant du luxe, de la notoriété et du confort d'un directeur de grand journal, a abandonné sa fortune tout cela pour consacrer sa vie à cet anarchisme communiste, le plus noble idéal humain qui soit — pour cette vie de proscrit, de banni, de persécuté, cette vie d'apôtre que les immondes du Nippon préfèrent trancher.

Ce n'est pas seulement parce qu'après de lui, il y a une noble compagnie, cette Kano digne de lui par le cœur et le talent et qu'on veut livrer au même bûreau.

Ce n'est pas seulement à cause de la solidarité qui nous lie à eux, de l'admiration qui nous incline devant ceux qui ont mérité de si inexorables haines de la part de leurs tyrans.

En vérité, il y a encore autre chose, nous avons, nous autres, envers ces maganimes, une dette immense de reconnaissance à payer, et dont nous n'acquitterons qu'une bien faible partie en travaillant un peu à leur salut.

L'œuvre de ces héros — de tous les connus et inconnus qui partagent les périls de cette heure, ou ont souffert pour la même cause, — ne comptera pas pour peu dans l'histoire de l'humanité.

Savez-vous le message qu'ils nous apportent ? C'est la fraternité d'une race que nous pouvions croire si différente — et que maintenant nous sentons si proche de notre pensée et si haute en ses aspirations.

Vous rappelez-vous ce cauchemar entretenu par tant d'écrivains bourgeois, d'une race jaune au prolétariat servile, portant, résigné, les pires servitudes, subissant les plus vils salariats, aidant le capitalisme international à réduire les révoltes ouvrières de partout. Ou bien, vous souvenez-vous encore de ceux qui ont eu le courage de banquer.

Tout près des ignobles cellules, où l'eau sale des gamelles et l'immangeable boule de son font l'ordinaire de leurs clients, messieurs les avocats ont fait ripaille.

Saluons le choix judicieux du local : le hangar de la guillotine eut été trop petit.

C'était une belle fête, il y avait là tous les défenseurs désintéressés des banques et des grandes Compagnies, les ar-

rivistes de la toge, leurs émules, toutes les faces vulpines et frouinardes, qui guettent leur proie au coin des lois.

Ces membres de la grande famille judiciaire fraternisaient doucement avec les magistrats répresseurs, les grands politiciens issus de la profession et les plus hauts promus d'entre eux : la bête à l'engraissage de l'Elysée et le renégat de la place Beauvau.

Belle fête, et bien digne de ce Barreau de Paris, dont l'indépendance s'honne d'avoir exclu Hervé et accueilli Briand.

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN

Une grande foire électorale vient de se tenir en Angleterre.

Après force discours et quelques horions, la situation des partis reste la même qu'auparavant.

Cela n'a d'ailleurs aucune importance. Avec ou sans Chambre Haute, le gouvernement anglais servira les capitalistes.

Heureusement, leurs esclaves commencent à se révolter. Ils l'ont montré au pays de Galles.

Le véritable lord, c'est l'Or.

DANS LE LIVRE

'Au mois d'octobre dernier, au Havre, un des meilleurs militants syndical du Livre, Baudouin, était arrêté pour entrave à la liberté d'œuvre et condamné à un mois de prison.

Hier, on a arrêté le secrétaire du syndicat de Montluçon, le camarade Saint-Just, pour le même motif ; il sera sans doute condamné.

Cela ouvrira-t-il les yeux des endormis par les doctrines légales et pacifiques de notre Kuéper national ? Commenceront-ils, enfin, à comprendre qu'aucune entente ne peut exister entre exploitants et exploités, si ce n'est pour mieux rouler ces derniers.

LESE-MAJESTE !

Le camelot du roi Lacour a été condamné par défaut à trois ans de prison pour avoir bousculé le sieur Briand.

Effet des institutions républicaines ! Comme disait la chanson : C'était pas la peine assurément...

UN EXEMPLE

Les inondations récentes ont, on le sait, fort vivement ému les populations riveraines de la Seine et de la Marne, tout autour de Paris.

Certaines d'entre elles ont tellement souffert de l'envahissement des eaux, qu'elles ont décidé, sans attendre les décisions des pouvoirs publics, et les mesures administratives toujours fort lentes, de prendre d'elles-mêmes les précautions qu'elles jugeront les plus efficaces pour se protéger de leur mieux contre le retour du flot.

C'est ainsi qu'à Draveil, les habitants, désespérant de voir intervenir en leur faveur les ingénieurs et leurs ouvriers, ont décidé de construire à leurs frais un édgingement en terre qui aura 250 mètres de longueur et sera à la fois assez solide et assez élevé pour protéger leur localité contre le flot envahisseur, si la Seine s'avise de recommencer ses incartades.

Et sans entasser des monceaux de papierasseries inutiles, sans procéder à des enquêtes et contre-enquêtes, ils se sont bravement mis à l'ouvrage, si bien que leur initiative n'ayant rien d'administratif, leur digne risque fort d'être prêté au moment voulu, ce qui n'est déjà pas si banal.

UN DES NOTRES SE MEURT

Notre ami Calazel, depuis huit mois cloué sur son lit de douleur par une maladie implacable, voit sa vie s'en aller de jour en jour ; voilà plusieurs semaines qu'il ne dort plus. Sa vaillante compagne, si dévote pourtant, est à bout de forces. Le pauvre malade doit être veillé nuit et jour.

Nous faisons appel aux amis personnels de Calazel et de sa compagne pour que, à tour de rôle, un camarade aille passer une nuit au chevet de notre ami dont l'état nécessite des soins de tous les instants.

Voici son adresse : 42, rue de Goutte-d'Or, villa des Poissonniers, 7, Paris.

A la Presse aux Camarades à l'Opinion

Malgré les lettres adressées au ministre de l'intérieur réclamant le régime politique auquel a droit notre gérant E.

Dulac ; malgré les protestations manifestées par la presse de nuances différentes ; malgré le caractère odieux de l'obstiné silence que garde l'administration centrale, notre camarade est toujours au régime de droit commun : on ne veut pas faire droit à sa réclamation.

Jusqu'à ce jour, nous avons usé de toute notre influence pour empêcher notre brave ami de se soumettre à la grève de la faim : nous nous sentons impuissants de le retenir davantage dans sa tragique résolution. Avec Renault, le secrétaire adjoint du comité du réseau Etat, du syndicat national des chemins de fer, lequel est aussi détenu à la Santé pour faits de grève, ça fera deux hommes se soumettant volontairement aux tortures de la faim, plutôt que d'être astreints au régime de détention qui ne leur est pas applicable.

Et en face de cet entêtement du ministre responsable de cette dureté de mesures administratives, de cette féroce contre d'humbles prolos qui n'ont eu que le tort d'être vaincus dans la lutte pour l'affranchissement des hommes, que va-t-il s'ensuivre ? Certainement des conséquences graves : peut-être un drame. Si on laisse faire ces hommes, c'est la mort certaine par inanition. Si, avant d'arriver à cette extrémité, la chiorne veut les alimenter de force par des lavements nutritifs, c'est la lutte qui s'engage entre ces deux malheureux et leurs gardiens. Il faudra donc faire appel à la violence, à la camisole de force, aux fers...

Et après ? Après, il y a au dehors des parents des amis, l'opinion publique... Ne pourrait-il pas se produire autre chose que des protestations platoniques ?

DREYFUS-DURAND

Comme l'a dit Vérité, le journal de la Bourse du Travail du Havre, l'affaire Durand est une réédition de l'affaire Dreyfus, avec cette différence que les F. et toute la presse bourgeoisie, que les millions du capitaine intéressaient au moins autant que l'injustice dont Dreyfus était victime, s'abstinent dans l'agitation qui suit le verdict de Rouen, laissant aux ouvriers seuls le soin de fournir l'effort que nécessitera la libération de notre camarade du Havre. N'en vaut-il pas mieux ainsi ?

Les anarchistes, les révolutionnaires, après avoir, par leur action, arraché du bagne un militarisant, les gueux qui ont sauvé un millionnaire, parce qu'en lui ils voyaient un innocent, n'en auront que plus de volonté, plus de courage, dans cette nouvelle affaire, devant la neutralité, l'oubli, l'ingratitudité des gens pour lesquels ils déployèrent le drapeau rouge dans la rue. Il s'agit, non seulement d'arracher Durand à la mort, mais aussi d'empêcher qu'on envoie au bagne les trois autres malheureux, condamnés pour

un acte de sabotage qui deviendrait chose courante dans un moment véritablement révolutionnaire.

Le prolétariat tout entier réclame la révision du jugement rendu contre ce secrétaire de syndicat, frappé comme auteur moral d'un acte auquel il est resté complètement étranger ; cette monstruosité juridique est sans précédent.

Les gouvernements, sous l'impulsion des maîtres du capital, voudront quand même une condamnation, afin d'atteindre l'esprit combatif des militants ; il sera sans doute nécessaire de pousser l'énergie de la protestation jusqu'à l'action pour faire reculer nos oppresseurs. A nous de ne pas faillir !

A. Dauthuille.

Aux Camarades

Le boycottage du LIBERTAIRE se corse. Ainsi que nous nous y attendions du reste, ce sont toutes les compagnies de chemins de fer maintenant — métro compris — qui refusent de recevoir notre journal dans les bibliothèques de leurs gares ; tout comme pour la Guerre Sociale.

Ce geste est en accord avec la déclaration de guerre à outrance que la classe capitaliste et sa vaillance du gouvernement et de la magistrature ont lancée contre les révolutionnaires ; tous les événements de ces derniers mois sont là pour le prouver. Eh bien, c'est mieux ainsi : l'état de guerre social fait tomber tous les masques ; patrons et employés, gouvernants et gouvernés se trouvent face à face en foncières adversaires qu'ils sont.

Inutile de le dire, le boycottage de toutes les bibliothèques des gares de Paris et de province sera un coup terrible pour une feuille comme la nôtre, si les camarades ne parviennent à compenser pareille perte. Mais il le peuvent et au delà, à peu de frais.

Qu'ils nous signalent d'abord tous les kiosques avoisinant le métro où le LIBERTAIRE ne se trouverait pas ; qu'ils y réclament leur journal avec insistance. En province, les localités où on ne le trouvait qu'à la bibliothèque de la gare devront nous être particulièrement signalées. Dans ces localités et dans toutes les autres où le LIBERTAIRE ne figurerait pas aux devantures des principaux marchands de journaux, que les camarades veuillent bien charger l'un d'eux des fonctions de dépôts ; qu'ils nous créent partout de nouveaux dépôts et qu'à défaut d'abonnés, qui sont le meilleur soutien d'un journal, ils nous fassent de nouveaux lecteurs en achetant chaque semaine deux ou trois numéros à distribuer.

Camarades, les richissimes compagnies, qui veulent étouffer notre voix vengeresse, ne doivent pas réussir dans leur basse entreprise. Que chacun fasse un petit effort en faveur de ce journal pour nous permettre de nous dresser, plus ardents que jamais, contre les potentiats du capital et toute la racaille gouvernante !

LE LIBERTAIRE.

Pour le Libertaire

Souscription permanente

Se liste. — Syndicat des terrassiers, 100 fr. ; A bas les lois et vive l'éducation libre, MM. 5 fr. ; Un ami du Libertaire, 2 fr. ; Mort aux vaches et vive la révolution, Vincenç, 5 fr. ; Spores, 0,50 ; Koukal, 1 fr. ; L. P., 1 fr. ; J. L., 0,50 ; Ketzer, 0,50 ; Yivha, 0,20 ; Moir, 0,50 ; Steiner, 1 fr. ; Rosenfeld, 0,50 ; Kirten, 0,50 ; Rosenthal, 0,50 ; Esavas-v., 0,50 ; Molmar, 1 fr. ; Rinkel Alf., 1 fr. ; F. A., 0,50 ; Neuere, 0,50 ; A. P., 1 fr. ; Luplanche, 0,50 ; Un tenu, 0,50 ; B. liste n° 5, 13,30 ; Pardon, 0,50 ; Un communard, 2 fr. ; A. P., 1 fr. ; Camarade Italien, 0,50 ; Claudio, 1 fr. ; Blanchon, 0,30 ; Un groupe de camarades stéphanois, 3 fr. ; Melin, 1 fr. ; D., 1 fr.

POUR LES CAMARADES PRISONNIERS
Groupe du XIV*, 2,35 ; Groupe de Mouy, pour Dulac, 5 fr.



ILS SONT QUATRE !

Nous rappelons que les ouvriers charbonniers frappés par l'ignoble verdict de Rouen sont au nombre de quatre.

Si l'un d'eux — sous le coup d'une sentence capital dont les plus abjects n'osent demander l'exécution — a plus spécialement droit à notre sympathie agissante, il ne s'ensuit pas que nous ne devons oublier les trois autres, atrocement condamnés au bagne, parce que

Et si, dans leur triste prison, quelque bruit du dehors leur peut parvenir, ils ont droit à un réconfort autre que de se savoir traités de « brutes alcooliques » par une presse plus ou moins prolétarienne.

RIPAILLE AU PALAIS

Dans cet immonde palais, antichambre de l'échafaud et du bagne, des gens ont eu le courage de banqueter.

Tout près des ignobles cellules, où l'eau sale des gamelles et l'immangeable boule de son font l'ordinaire de leurs clients, messieurs les avocats ont fait ripaille.

Saluons le choix judicieux du local : le hangar de la guillotine eut été trop petit.

C'était une belle fête, il y avait là tous les défenseurs désintéressés des banques et des grandes Compagnies, les ar-

De L'Assassinat à la Révolte

Un vent de réaction sociale particulièrement violent souffle en ce moment sur la France. Des attentats sont dirigés de façon permanente contre la classe ouvrière par une bourgeoisie affolée et qui, pour se défendre, n'hésite pas à recourir aux moyens extrêmes. Les condamnations pleuvent drû sur les militants, et il suffit que les ouvriers qui se présentent devant un tribunal soient syndiqués, pour que les juges fassent tomber sur eux les condamnations les plus odieuses et les plus saugrenues. Il suffit que ces ouvriers soient grévistes, pour que le juge fasse fi des garanties les plus essentielles et frappe le pôle même innocents ou coupables.

La Fédération du Bâtiment, dans une affiche récente, constate que 60 années de prison ont été distribuées à ses membres. Nous avons vu, il y a quelques temps, appliquer l'interdiction de séjour pour faits de grève ; sans l'attitude énergique du syndicat des Terrassiers elle serait aujourd'hui appliquée systématiquement. Elle a fait sa réapparition sur plusieurs points où les moyens de défense employés à Paris étaient d'une application impossible. Ajoutez à cela les projets de loi que l'on prête à Briand, projets qui ne tendent à rien moins qu'à museler les fonctionnaires et à en faire de véritables esclaves, et on aura une bien faible idée de ce qui se prépare dans certains milieux contre le syndicalisme.

Briand, que l'on tolère parce qu'il se présente comme le sauveur de l'ordre, entretient avec adresse cet état d'esprit. La presse — la grande et l'autre ! — le secondent admirablement et donnent avec un ensemble parfait la même note. Les condamnations les plus odieuses sont saluées de cris de joie, les juges les plus plats et les plus infâmes sont chaleureusement félicités. Par contre, si un acquittement échappe de loin en loin à nos jugeurs, ils sont salués par des imprécations et des menaces.

Avez-vous constaté le silence presque unanime fait autour des arrestations des militants des chemins de fer, de journalistes comme Almeryda, Merle et Duval, détenus en prison pendant plus d'un mois sans qu'il leur soit seulement dit en vertu de quoi ils sont détenus ? Si oui, vous avez pu juger du degré d'indépendance vis à vis du pouvoir, de la Magistrature et de la Presse.

Ces diverses constatations, cet ensemble de faits nous aident à comprendre la condamnation de Durand, hier militant obscur, devenu aujourd'hui un symbole, le symbole d'une classe meurtrie et hors la loi.

Cette sentence qui a surpris beaucoup de nos amis, est naturelle, logique, car elle est l'apogée de tout un système dont nous n'avions vu que des applications incomplètes.

Il fallait en arriver là, et il me plaît d'y voir autre chose qu'une surprise pour le gouvernement et la bourgeoisie. Cette condamnation était, à mon avis, longuement prémeditée par Briand qui a fait marcher la presse sur un mot d'ordre identique. Toute la campagne menée depuis quelque temps dans la France entière, tend à transporter les responsabilités les plus graves sur ceux que l'on appelle les meneurs et, dans l'affaire du Havre, cette tactique a été suivie dès le premier jour ; tous les journaux ont donné, d'une même voix : « Frappons à la tête et frappons le plus fortement possible. »

Cette condamnation fut voulue aussi par le haut patronat. N'oublions pas que l'affaire a été conduite par un représentant officiel de la puissante Compagnie Transatlantique. C'est lui qui a inspiré le juge d'instruction, rédigé le réquisitoire de l'Avocat Général ; c'est lui dans tous les cas qui a recherché, sollicité les témoignages abracadabrant qui ont amené l'ignominieux verdict : témoignages sans doute bien rétribués.

Au Havre, comme à Paris, le haut patronat se découvre ; il n'agit plus seulement par personnes interposées, par ses délégués au Parlement, il prend place dans le combat social, au risque de recevoir des coups. C'est là, à mon sens, le fait le plus intéressant de la lutte moderne.

La bourgeoisie ne veut plus rester passive, il lui tarde de se manifester, de porter des coups, d'essayer sa force, sa puissance : oui, mais sur qui taper ? Sur les ouvriers sans doute, mais encore : taper dans le tas ? Sur ceux que ces aristocrates de la finance considèrent comme des îlots ? Non pas, certes, mais sur les meneurs, sans lesquels, disent-ils, la masse des travailleurs serait incapable d'agir sainement, avec esprit de suite et de se révolter.

Le verdict a pu apeurer les petits bourgeois de Rouen, auteurs inconscients de la formule de condamnation, mais il était voulu et préparé en conséquence par gouvernants et bourgeois.

C'est le champ de bataille choisi par l'adversaire qui veut tâter le degré de résistance de la classe ouvrière, et la force qui réside en ses organismes de combat. Ne nous en plaignons pas ; le terrain est pour nous on ne peut plus favorable. Le bourgeoisie ne pouvait frapper davantage l'imagination du prolétariat qu'en lui montrant sa justice fonctionnant contre lui, dans des conditions aussi répugnantes et criminelles. Pas de plate-forme plus favorable que celle qui consiste à sauver un innocent qui symbolise merveilleusement tout ce qu'il y a de bon et de beau dans la classe ouvrière en marche vers la délivrance.

Puisqu'il vous a plu de donner le signal du combat, nous répondons : présents.

Pierre Dumas.

Un héros assassiné

Le journal russe constitutionnel-démocratique annonce le 12 décembre la mort de Grigor Sazonoff, le révolutionnaire qui lança la bombe dont mourut le sinistre de Plekhanov.

Sazonoff était l'un des trois conjurés qui se chargèrent de supprimer ce méprisé. L'un d'eux mourut sur place ; Sazonoff, gravement blessé, tomba inanimé sur le sol.

La police s'empara du blessé qui fut peu après envoyé au bagne de Zarantchou, en Sibérie. C'est là qu'il vient de mourir et « l'on assure que Sazonoff a succombé beaucoup moins aux rigueurs du tsarisme qu'aux mauvais traitements dont l'accablent ses gardiens. »

Encore un que les valets du tsarisme ont lâchement tué, sur l'ordre de leurs maîtres abjects. Une infamie gouvernementale de plus.

Une communication officielle du gouvernement russe à la presse européenne contient des aveux les plus explicites sur les tortures et les meurtres en usage dans les bagnoles politiques de la Sibérie. Voici cette note :

L'administration des prisons a reçu l'information que des organisations révolutionnaires avaient consacré de grosses sommes d'argent à la préparation d'une évasion en masse de prisonniers politiques principalement dans le district de Nertchinsk, où est situé Zarantchou.

Un des condamnés aux travaux forcés de la prison de Zarantchou reçut un colis postal contenant une grande quantité de poison destiné probablement à l'empoisonnement des gardiens et du poste. Le prisonnier Sazonoff reçut, caché parmi des articles de nourriture, un livre dans lequel étaient dissimulés cinq cents roubles.

Une enquête établit que cet argent était destiné à la libération de quelques condamnés politiques. Ces faits déterminèrent l'administration à renforcer la surveillance des prisons dans le district de Nertchinsk et à empêcher toutes relations des prisonniers avec le monde extérieur.

Le 10 novembre, le chef de la prison de Zarantchou avait prescrit, en conformité des règlements, un châtiment corporel contre deux prisonniers. Par protestation contre cette mesure, trois prisonniers se coupèrent les veines du poignet et trois autres, au nombre desquels était Sazonoff, prirent de la morphine. Sazonoff en est mort.

Presque tous les prisonniers demandèrent une modification des prescriptions relatives aux châtiments corporels et d'autres allégements au régime des prisons ; ils décidèrent de recourir à la grève de la faim pour faire aboutir leurs revendications.

Dans la prison de Vologda, les prisonniers refusèrent, le 28 novembre, de se rendre au travail, et demandèrent qu'on leur distribue un plat de viande comme nourriture, au lieu du plat maigre qui leur était servi.

Au bout de quatre jours, après qu'on les eut menacés de châtiments corporels, ils reprirent le travail. Un prisonnier, cependant, fut mis en cellule. Les prisonniers de la section opposèrent alors de la résistance aux gardiens, firent du bruit et défoncèrent les portes.

A la suite de ces débordements, 59 prison-

niers reçurent les verges et le ministre de la justice prescrivit une enquête sévère à ce sujet.

A la suite de pareilles révélations (car une enquête, on sait ce que cela veut dire) sur les atrocités commises, administrativement, en des pays comme la Russie et le Japon, qui se disent civilisés, on se demande si les hommes de cœur des deux partis vont enfin se lever, ou si l'on faudra qu'une explosion de terrorisme révolutionnaire vienne les réveiller.

Héros et Brutes

Il s'est passé le 8 à la Chambre, un bien touchant incident, dont, je ne sais pourquoi, l'*Humanité* a oublié de parler.

Un lot d'importants patriotes avait déposé un ordre du jour d'hommage aux troupes africaines engagées dans le dernier combat du Ouadai et à la mémoire des officiers décédés à cette occasion. « qui ont ajouté une page nouvelle aux annales héroïques de la nation ».

Le F. président Brisson déclara, sans protestation aucune, la motion adoptée à l'unanimité.

Admirons la noble attitude de nos soixante-quinze, si fougueux lorsque l'exigent les intérêts électoraux du Parti.

Admirons la componction avec laquelle ils s'inclinent devant les grands deuils de la Patrie.

Nous prétendons, quant à nous, que les expéditions coloniales sont d'atroces brigandages.

Nous pensons qu'elles n'ont d'autre but que de satisfaire d'inavouables cupidités.

Nous pensons en particulier que les militaires, avides de hauts grades et de traitements supérieurs, s'efforcent par tous les moyens de provoquer les conflits qui peuvent leur procurer de l'avancement.

Nous n'éprouvons aucune animosité contre les « tribus barbares », qui, poussées à bout par les « civilisateurs » essayent de leur rendre un peu du mal subi.

Nous sympathisons d'autant plus avec elles, que nous avons tout à redouter de celles contre lesquelles elles se défendent.

C'est avec les troupes aguerries aux massacres et aux besognes des expéditions lointaines, que les gouvernements font leur meilleure besogne répressive ; ce furent d'autres guerres africaines qui formèrent ces vaillants généraux, le Cauchygnac de 48, le Galliffet de 71 dont le souvenir est si cher à tout cœur vraiment républicain.

Et quand l'un des professionnels de ce dur métier succombe aux suites d'un accident du « travail », nous constatons, sans trop de déplaisir : « En voilà un qui ne fusillera plus personne ».

Les élus socialistes ne sont pas de notre avis. Ils s'inclinent pieusement sur la tombe des héros « victimes de leur témérité. »

Admirons-les d'avoir le courage de leur opinion comme nous les admirons, d'avoir le courage de flétrir violence ouverte et sabotage, alors que l'on dénonce, traque et frappe sans pitié les suspects de violence subversive et que Briand dépose de nouvelles lois contre les saboteurs.

« Brutes alcooliques », les ouvriers que l'on veut envoyer au bagne.

« Héros », les officiers d'expédition coloniale.

Ces deux appréciations font honneur à leurs auteurs.

P. S. — Au 21^e dragons. — Teutes les brutes galonnées ne sont pas en Afrique, et il y a d'autres drames militaires que ceux qui se déroulent là-bas.

Voici le triste épisode que nous font connaître nos amis du *Réveil Artésien* :

Le cavalier Merveille, du 21^e dragons, caserné à Saint-Omer, poussé à bout par les vexations de ses chefs, finit un beau jour par prendre la fuite.

A Béthune il s'arrête, las de souffrance, sans secours peut-être pour compléter son évasion. A-t-il craint de retomber aux mains de ses bourreaux, ou la force manqua-t-elle à ce malheureux, déprimé par l'abominable caserne ?

L'infortuné voulut mourir. Et de quelle mort atroce, l'agonie terrible qu'il dut subir, les entrailles déchirées par le vitriol, dont il avait avalé une pleine bolée.

Quand donc en finira-t-on avec l'armée ?

Pour les Camarades Japonais

Voici les quelques renseignements complémentaires que nous avons pu recueillir sur nos camarades japonais. C'est d'abord nos amis de *Freedom*, l'organe anarchiste londonien qui publie l'appel suivant :

Un télégramme de Tokio qui parut dans la Presse du 10 décembre disait : « Vingt-six Japonais accusés d'avoir pris part à un complot pour assassiner l'empereur ont été déclarés coupables par la Cour secrète spécialement constituée pour juger leur cas. La Cour demande l'application de la plus haute peine prévue par la loi, c'est-à-dire la peine de mort. » Nous savons que parmi ces condamnés étaient le docteur Kotoku, et son amie, Mme Kano, mais les noms de ses compagnons nous sont encore inconnus.

Nous avons immédiatement imprimé un appel qui fut distribué à profusion à Londres et en province. En réponse à cet appel, des socialistes de tous les partis et des libres penseurs nous ont beaucoup aidés à renouer l'opinion publique, et un grand nombre de lettres et de motions de protestation ont été envoyées à l'ambassadeur du Japon. La Presse refusa de publier aucune information sur notre agitation, mais le 5 décembre, elle publiait un communiqué de l'ambassade japonaise, disant que la nouvelle de la condamnation à mort de nos camarades était « inexacte et prémature ». Ils auraient été seulement l'objet d'une instruction préliminaire. Mais le communiqué de l'ambassade est contredit par le consul général du Japon à New-York, qui déclara dans une interview que la peine de mort avait été réclamée par la Cour spéciale, mais n'avait pas encore été ratifiée par le tribunal supérieur de Tokio.

Quelques correspondants nous ont demandé de les renseigner sur les charges motivant la condamnation de Kotoku et de ses compagnons. Ces amis oublient de tenir compte que ces charges sont justement ce qui fait ici complètement défaut. Le gouvernement japonais a rigoureusement supprimé toute information sur le jugement de Kotoku et des autres et a interdit à la presse japonaise de publier aucun renseignement sur leur procès. C'est à cause même de cette situation que notre appel pour Kotoku a été fait, c'est pour obliger le gouvernement du Japon à fournir les preuves qui ont permis de condamner Kotoku et ses compagnons pour « complot contre la famille impériale ». .

Il est donc urgent pour tous les amis de la justice de faire que leur protestation soit entendue, avant que le meurtre légal projeté soit accompli. D'énergiques protestations du monde occidental pourront forcer le Japon à renoncer à cette procédure secrète et à donner au monde les preuves du crime allégué, selon la pratique de tous les pays civilisés.

Il nous semble incroyable qu'un homme comme Kotoku ait participé à un « complot contre la famille impériale ». La phraséologie même de l'accusation officielle sent trop la vague. La publication par Kotoku du « Manifeste communiste » aurait bien pu avoir été considérée dans certains milieux comme un « complot contre la famille impériale ».

Denjiro Kotoku est un intellectuel qui a consacré ses capacités et son énergie à répandre les idées libertaires au Japon.

Comme directeur du quotidien de Tokio *Gorozu Cho-ho* (les Mille Nouvelles du Matin), Kotoku avait obtenu considération et popularité. Devenu par la suite familier avec la pensée socialiste et anarchiste, il abandonna son journal et fonda une revue mensuelle, *Tatsu Kiva* (Fer et Feu). Cette feuille qui vulgarisait l'idée du communisme anarchiste, fut supprimée par les autorités, malgré les garanties constitutionnelles sur la liberté de la presse. D'autres périodiques publiés par notre camarade subirent le même sort. Il traduisit les ouvrages de Marx, Kropotkin, Tolstoï et Boukounine, dont une partie furent saisis et détruits par la police.

Cette persécution systématique força Kotoku à s'exiler à San-Francisco. Retourné dernièrement dans son pays natal, il retrouva la même persécution qui aboutit à son arrestation, à son jugement secret, et à la condamnation à mort ainsi qu'à celles de son amie, Mme Kano, brillant traductrice et écrivaine, et de tous ses amis connus.

La condamnation de Kotoku et des autres est un symptôme de la réaction inaugurée par le chef du cabinet actuel, le baron Komura, dont l'éducation fut faite en Allemagne, et qui est tout imbibé de l'esprit du junker prussien. Il est l'opposé de son prédecesseur, le marquis Saonji, qui a fait ses études en France et dont le gouvernement avait des tendances libérales.

La réaction au Japon est si absolue qu'à tous les ouvrages socialistes — y compris Marx, Engels et Tolstoï, — y sont interdits.

Il est d'une suprême importance que nous protestions contre l'attentat projeté, aussi violemment et aussi universellement que possible. Ce ne sera pas seulement une aide pour sauver la vie de Kotoku et de ses compagnons condamnés, mais aussi un signe d'une haute valeur pour tous les opprimés du Japon. Pour la première fois dans l'histoire, les maîtres du Japon constateront la solidarité universelle de tous les amis de la liberté et du progrès, sans distinction de race ou de pays. En telle matière, comme dans le cas de Tchaïkovski, Pouren et des autres qui ont été sauvés par des protestations internationales, les hommes de tous les partis peuvent unir leurs mains en une coopération fraternelle. Nous ne devons pas attendre que le Japon ait martyrisé son Ferrer pour analyser alors les « charges » pour lesquelles on aura assassiné un innocent, et ceux que l'accusation officielle de complot pourrait induire en erreur regretter leur indifférence quand il sera trop tard pour sauver Kotoku.

Un meeting de protestation a eu lieu avec succès au Club communiste, vendredi dernier, et tous ceux qui le pourront devront être au « South Palace Institute » et faire une telle protestation que le gouvernement japonais soit obligé de faire juger publiquement nos camarades ou de les relâcher.

Aujourd'hui 9 décembre, *The Daily News* publie une interview de M. Robert Young, rédacteur en chef de la *Japan Chronicle*, qui vient d'arriver à Londres du Japon. « Au lieu, dit-il, d'avoir les trois jugements publics auxquels il a droit, d'après la loi japonaise, le cas ira immédiatement à la Cour de cassation. Cette cour jugera demain (10 décembre) en dernier ressort. »

« Aucun appel ne sera possible. De plus, la Cour de cassation jugera à huis clos et ainsi nous ne connaîtrons jamais les faits. »

De nombreuses protestations ont été envoyées à l'ambassade du Japon. Déjà deux meetings de protestation ont eu lieu. Beaucoup d'anarchistes, socialistes et libres penseurs ont répondu à l'appel de « Freedom ». On a distribué partout des feuilles spéciales pour les meetings.

C'est une deuxième affaire Ferrer et même plus honteuse encore.

Il importe que de partout on proteste énergiquement et de toutes les manières.

Enfin, voici une communication de l'ambassade japonaise au journal *Le Matin*, du 14 décembre.

Notre empereur Mutsuhito, le 15^e souverain de sa dynastie, est entouré au Japon d'une adoration sans bornes. Son laïcat incessant pour la grandeur de l'empire, son sentiment du devoir et sa compassion infinie vis-à-vis des humbles justifient amplement le culte national. Kotoku n'hésita cependant pas à préparer contre le souverain un attentat sacrilège. Dans une province reculée, il réunit autour de lui vingt-cinq complices. Ces vingt-cinq complices appartiennent aux basses classes. On y compte deux bonzes, trois jardiniers, des mécaniciens, des agriculteurs, plusieurs personnes sans profession, une femme de vingt-deux ans, Mme Soungano.

LE "LIBERTAIRE" AUX ASSISES

C'est vendredi dernier que notre camarade Eugène Périnon comparaissait devant la justice de son pays pour avoir, dans le *Libertaire* du 5 juin, relevé et flétrir de la manière qu'on lui connaît, quelques saletés nouvelles de Biribi et de ses chauches. Comme bien on pense, l'institution des Bagnes militaires a passé un mauvais ou plutôt quelques mauvais quarts d'heure, puisque les débats ont duré de midi à 7 heures et demie.

Le résultat, les camarades l'ont appris par les quotidiens et notamment par *l'Humanité*, Périnon et Hélène Lecadieu, notre gérante d'alors, furent acquittés. Ces poursuites étaient d'ailleurs si ridicules après l'accusation des signataires de l'affiche placardée à propos de la mort d'Aernoult ; elles étaient si impudentes après tant de révélations, jamais démenties, sur les horreurs de Biribi et l'indignation quasi-générale soulevée à maintes reprises dans le pays, qu'on sentait, dès les premières dépositions, une atmosphère d'accusation.

Grâce à cela, l'appareil si souvent ministre autant que grotesque de la vindicte bourgeoise, ne présentait plus que son côté bouffon et c'était vraiment guignolesque. Du président Planteau, puérilement rageur, aux assesseurs-solitaires et à l'hilarant avocat-général, tous ces bonshommes enjuponnes n'en imposèrent guère à nos camarades appelés à fournir leur témoignage, non plus qu'à l'accusé lui-même ; et il y parut plus d'une fois à la liberté de leurs propos comme à la vivacité de leurs répliques.

Il fallait montrer au jury que Tarbelle de Périnon faisait partie d'une longue campagne entreprise un peu de tous les côtés et destinée à mettre fin aux atrocités des compagnies de discipline. Socialistes parlementaires, syndicalistes et anarchistes sont venus affirmer leur sympathie pour les inculpés, et leurs dépositions forment le réquisitoire le plus complet contre l'abominable institution. Certains, en effet, parlèrent « au nom du drapeau », d'autres au nom de la légalité violée, tous au nom de l'humanité outrageée.

« Il y a des cas, s'est écrit Francis de Pressensé, où il est nécessaire de protester contre l'injustice. Il ne faut pas que des crimes puissent être commis plus longtemps à l'abri du drapeau français. »

Cette campagne, dit Renaudel, a été menée par des journalistes de tous les partis. Ce n'est pas en effet une question politique, mais une question de cœur et de sentiment qui intéresse tout le monde, car quel est celui qui peut répondre qu'il n'y aura pas dans sa famille un enfant envoyé aux compagnies de discipline ? Des mesures ont été prises, nous dit-on, afin que les tortures soient supprimées. Mensonge. En fait, elles existent toujours, et la preuve, c'est que c'est presque chaque fois à la suite de ces tortures que des malheureux succombent ou sont massacrés. On me demande de dire si un de ces meurtres a été commis depuis 6 mois à un an : c'est au moins quatre ou cinq que nous avons été obligés de constater à *l'Humanité*. Ces crimes ont fait l'objet d'une enquête confiée au général Rambier, lequel est revenu d'Afrique depuis un mois déjà. Nous avons tout lieu de croire que son rapport sur l'affaire Aernoult conclut à l'assassinat ; s'il était autrement, on l'aurait crié pour nous fermer la bouche. Mais il faudra bien que ce rapport soit connu ; je suis persuadé que d'ici quelques jours la preuve de l'assassinat sera établie. S'il y a des crimes commis, il faut qu'il y ait des hommes qui les dénoncent, et si celui-ci devait être condamné, je m'inclinerais devant lui, bien que je n'appartienne pas aux mêmes opinions que les siennes, parce que je considère qu'il a fait son devoir. »

C'est ensuite le tour de l'ancien député Allemane. « On croit, dit-il, que les compagnies de discipline sont peuplées de maltaiteurs ; il n'en est rien ; ce sont des têtes chaudes, et pas toujours. Il suffit qu'un soldat ait une figure qui ne plaise pas aux gradés pour prendre le chemin des bagnes militaires. »

Dans une virulente déposition, Goldski rappelle les crimes les plus récents des brutes galonnées et particulièrement l'affaire de Prévost-Paradol. Comme il nommait le sergent assassin, le président lui défendit de citer des noms. Notre camarade s'est récrié vivement, puis, comme il accusait le gouvernement de complicité dans les tortures et les assassinats militaires, l'ineffable président lui coupa brusquement la parole en levant l'audience. On ne pouvait mieux dire qu'un président des assises, que la Justice représente le gouvernement. L'aveu est à enregistrer.

Le député Willm estime, lui, que les accusés accomplissent un acte de courage. Il affirme que pas un des faits apportés contre Biribi à la tribune de la Chambre n'a été démenti, que pas un de ceux dénoncés par la presse n'a été démontré faux. « Le scandale, conclut-

il, ne réside pas dans les articles de presse qui signalent ces crimes, mais dans l'impunité où restent ceux-ci. »

L'ancien rédacteur du *Carnet Militaire de l'Aurore*, aujourd'hui avocat, M^e Lhermitte, tient à faire voir aux juges que les instruments de torture ne sont pas une invention et il exhibe aux yeux de ces derniers d'authentiques melettes destinées, explique-t-il, à comprimer affreusement les pouces. Quand l'on résiste, le tortionnaire fait trois tours de plus avec la pointe de sa baïonnette, et il ricane : « Un tour pour ton père, un tour pour ta mère, un tour pour la patrie ! »

Après cette sensationnelle déposition, Mme Dubois-Dessalle vient faire l'émuvent récit du passage de son fils aux compagnies de discipline où il fut envoyé pour une lettre adressée à Séverine. Dès ce moment, la partie est définitivement gagnée. Les autres témoins cités ne peuvent qu'accentuer l'impression toute favorable du jury.

Pevet, ancien disciplinaire, et pour quel motif anodin, fait un long et pathétique exposé de son propre cas et des meurs abominables de Biribi. Constant, Devillers, autres rescapés des bagnes militaires, ne peuvent que confirmer ces dires en quelques paroles véhémentes.

Sembat, Rouanet rappellent qu'ils ont vu souvent revenir la question des bagnes militaires au Parlement et qu'en dépit des circulaires ministérielles, les instruments de supplice existent toujours. Rouanet, qui a passé aux bataillons d'Afrique, raconte les tortures qu'il subit lui-même et Sembat, optimiste, déclare que grâce à la campagne menée, on a obtenu le transfert des compagnies de discipline en France et qu'on y a gagné quelque chose, car on pourra mieux les surveiller. « Mais j'espère, termine-t-il, qu'avec de braves gens comme Périnon nous verrons la fin de ces atrocités. »

C'est cette fin que nous avons tous poursuivie, déclaré à leur tour les camarades Tissier, Charles-Albert, Thullier et Yvetot ; nous sommes tous solidaires des accusés. Les témoignages sont terminés ; avec eux, c'est un formidable acte d'accusation qui vient d'être dressé contre l'infâme Biribi. Aussi, l'avocat général a beau s'exclamer, avec de grands gestes comiques, qu'au ministère où lui a affirmé — parbleu ! — que tout ce dont parle l'article de Périnon était faux ; il a beau ressasser que Biribi n'existe plus depuis le mois de mai dernier et demander un an de prison pour notre ami, après avoir renoncé à toute pénalité contre la gérante, l'auteur responsable étant présent... Les avocats de Périnon et d'Hélène Lecadieu purent facilement réduire à néant les arguments du fantoche pourvoyeur de bagnes.

« C'est le droit pour tous les citoyens, dit M^e Berthon dans une forte plaidoyer, de dénoncer les abus. Les poursuites de presse sont inadmissibles. Quand des publicistes ou des écrivains ont été condamnés, le lendemain, la pensée poursuivie resplendissait plus encore. Depuis 1902 (après la circulaire ordonnant la disparition des instruments de torture), rien n'a été changé, sous prétexte qu'on n'avait pas reçu d'autres instruments. » Et ainsi pour tout le reste. Bientôt après, le jury revenait avec un verdict d'accusation.

La représentation du guignol judiciaire est terminée. Mais non pas la campagne contre toutes les atrocités militaires, de Biribi et d'ailleurs. Depuis le 5 juin, date de la parution de l'article incriminé, que de crimes contre lesquels nous avons du nous élever, de toutes nos forces ! La semaine dernière, aujourd'hui encore, de nouveaux forfaits nous ont été signalés. Contre ces choses, contre le militarisme tout entier, nous ne céserons jamais, qu'on le saache bien, de crier notre haine au nom des sentiments d'humanité et du grandiose idéal pour lequel nous combattions.

Les compagnies de discipline sont encore debout : A bas Biribi ! Le tour des casernes viendra ensuite.

Canaillerie judiciaire

Les friponnages de la huitième chambre condamnaient, samedi dernier, sept électriques de Vitry-sur-Seine.

Six mois, un an, deux ans... Les justiciers n'ont pas ménagé les serfs révoltés de la Compagnie de distribution d'énergie électrique.

On sait avec quelle facilité ils salent les prolos accusés de « sabotage » et sous quels motifs les plus outrageants au bon sens. Un chauffeur, par exemple, qui, avant de quitter l'ouvrage, baisse les feux ; l'électricien qui, dans des conditions identiques, interrompt le courant, sont impudemment condamnés pour les précautions même qu'ils ont prises, à tort au à raison, pour que

leur abandon du travail n'entraîne point de dégâts matériels.

Mais l'odieux, ici, ne le cède pas au grotesque.

Les condamnés sont tous chargés de famille. Par suite des verdicts de la huitième chambre, une vingtaine d'enfants vont se trouver sans pain.

Pour venger d'inimaginaires sabotages, les justiciers veulent saboter l'estomac de ces gosses.

Nous sommes persuadés qu'ils ne parviendront pas à leurs fins abominables ; nous sommes sûrs que la solidarité ouvrière saura s'affirmer, et que le vailant syndicat des électriques saura faire dans cette occasion tout son devoir.

« Après 1905 la Russie est entrée dans le chemin de la liberté et du progrès. Elle a quitté pour toujours le domaine de l'oppression et de l'arbitraire... Elle a commencé une œuvre de réorganisation sociale et politique... Depuis cette date mémorable, la Russie occupe une place dans le monde civilisé, parmi les pays de la liberté et de la légalité. »

Voilà les louanges que les grands journaux de l'Europe, et particulièrement ceux de France, chantent au tsar, matérialisant en lui la Russie tout entière.

Chez les « avancés » on ne crie plus d'indignation, on ne dit pas même un mot des atrocités commises chaque jour par le tsar. On se satisfait de manifestations platoniques, expressions de sympathie pour les révolutionnaires russes. Mais on ne dénonce plus les crimes quotidiens du régime tsariste. Cependant, chaque jour on fusille, on pend, on dépose les meilleurs d'entre les Russes ; chaque jour on supprime des journaux et l'on massacre des hommes qui pensent... Le sang coule partout et toujours, on pleure dans toutes les maisons ; il y a partout des mères désolées, des veuves inconsolables et des orphelins ; partout on sent la mort.. Partout on voit le rire cynique du policier, la trahison des provocateurs, le knout des cosaques... Les prisons regorgent de prisonniers, qui finissent leur vie tourmentée et malheureuse, mais belle et héroïque, dans ces geôles où grouillent toutes les maladies et qui ne voient jamais de médecins...

La France bourgeoise se tait.. C'est son devoir. C'est elle qui donne de l'argent à l'Impérial Assassin pour construire des prisons et tuer ceux qui tendent les mains vers la liberté. Mais la France révolutionnaire... Cette France qui proclame sans cesse son passé, les grandes Révolutions qu'elle a faites, pourquoi ne dit-elle plus rien ? Est-ce que les crimes continuels lui ont enlevé l'énergie de les dénoncer ? Est-ce que l'œuvre révolutionnaire des Russes n'est plus intéressante pour eux ?

Je ne veux incriminer personne, car les récriminations ne sont utiles à rien. Mais il n'est pas possible de rester silencieux,

quand on voit tout le monde se taire en présence des récents massacres et des nombreuses arrestations des étudiants russes.

Le cynisme du gouvernement russe n'a plus de bornes. Après avoir fusillé ou pendu, pendant trois ans, 2.825 révolutionnaires ; après en avoir envoyé au bagne et à la déportation plus de 100.000, il continue tranquillement, encouragé par le silence de la grande presse — silence prémedité et conscient — à massacrer la jeunesse qui a osé protester contre la peine de mort et chanter le « Souvenir Eternel » à la mémoire de Tolstoï. Voici le bilan de quelques dernières journées.

A Odessa, 21 novembre, plusieurs centaines d'étudiants marchaient en chantant « Souvenir Eternel » à Tolstoï. La police les a dispersés sauvagement en les massant et en arrêtant 20 étudiants.

A Charkow, 22 novembre, les cosaques sont tombés sur les étudiants qui manifestaient. Résultat : nombreux blessés et contusions ; nombreuses arrestations. Dans la même journée, à Charkow même, à l'autre bout de la ville, les cosaques en vrais brigands ont massacré la foule des étudiants et des particuliers manifestants. Nombreux blessés ou arrêtés.

A Kief, 21 novembre, la police a fermé l'Université et à la porte de chaque

salle elle a mis un sergent de ville et un soldat avec le fusil à baïonnette chargé. 22 novembre, les cosaques sont tombés de petites rues adjacentes sur les manifestants qui chantaient « Souvenir Eternel » et ont balayé la rue à coups de nagaika. Massacre écoeurant.

A Pétersbourg, manifestations continues pendant plusieurs jours, avec des placards blancs portant l'inscription : « A bas la peine de mort ! » Les manifestants sont dispersés par les gendarmes à cheval. Collision terrible. Les gendarmes sont jetés à terre. Le massacre organisé est impossible à décrire. Enfin, les manifestants sont dispersés à coups de sabre.

Près de la forteresse Petropavlovsky, où les manifestants chantaient le « Souvenir Eternel » et « Vous êtes tombés, victimes !... », la rencontre a pris un caractère très violent. De nombreux étudiants et étudiantes sont transportés d'urgence à l'hôpital. Le soir, dans les rues, des canons ont été mis en position.

A Moscou, manifestations pendant plusieurs jours. Près du monument de Pouchkine, où se groupaient des mil-

liers de manifestants, la police et les hussards ont frappé comme des sauvages. Même situation dans les autres rues, où les manifestants marchaient avec des drapeaux blancs et noirs portant l'inscription « A bas la peine de mort !... ». Dans une rue, les troupes et la police ont acculé les manifestants dans la cour d'une maison, et après avoir fermé les portes, sous la menace de les fusiller, tous, on arrêta 85 personnes — étudiants, étudiantes et ouvriers. Sur une place, les hussards et les policiers frappaient sauvagement les manifestants, 200 arrestations. Les étudiants de l'Institut agricole, le, avaient occupé un train entier, pour entrer en ville dans le but d'unir leurs efforts à ceux des manifestants. La police fit détacher la locomotive et le massacre commença. Nombreux blessés ; 182 arrestations, dont un tiers composé de femmes.

Et ainsi de suite dans toute la province. Ohé ! les révolutionnaires français ! On demande votre aide, pour crier votre mépris à la bourgeoisie française et dénoncer les crimes du tsarisme.

Waso Chrochelt.

PROPOS D'UN PAYSAN

Mauvais son de cloche

Pour la bourgeoisie, pour les gouvernements, pour les capitalistes si la prédication de mon jeune ami se réalise.

Il s'agit du fils Dubrac, dont j'ai reproduit le dégoisage dans l'article « Briandisme ».

Je le rencontrai naguère près de la gare, sur la route des Landes, juché sur sa bécane et filant bon train. Dès qu'il m'aperçut, il fut en bas de sa machine et vint me tendre la main :

— Ça tombe à pic, père Barbassou, dit-il. Je vais chez le patron à Gabarret et comme je n'ai pas le temps de monter là haut, je vais vous charger de souhaiter le bonjour au vieux et d'embrasser la mère. En même temps, je vais vous dire deux mots au sujet de votre tartine de l'autre jour, car vous savez, je l'ai lu. Mais on ne peut rester ainsi sur le chemin. J'offre le vin blanc.

Nous voilà attablés chez l'unique bistro du patelin. Jules me raconte qu'il s'intéresse au *Libertaire*, qu'il a vu à la gare de Bergerac. Il va, dit-il, ajouter quelque chose à sa première jaspinaude.

Figurez-vous, mon pauvre vieux, l'aspect de ces régions du Nord que j'ai traversées en pleine effervescence. La situation était révolutionnaire tout plein. Il faut l'avoir vu pour s'en rendre compte.

Il faut avoir vu ces foules enthousiastes, ces malheureux remplis d'espoir, attendant les nouvelles avec impatience, s'arrachant la *Guerre Sociale* qui de mains en mains circulait partout.

Il n'y a pas à dire, la grève a fait faire à la Révolution sociale un pas de géant. Elle a démontré aux plus aveugles que ce qui paraissait hypothétique et lointain était au contraire certain et proche.

Les bourgeois apeurés qui acclamaient le sauveur Briand et chantaient victoire déchantent aujourd'hui et comprennent que tout n'est pas rose dans leur prédictum.

Un fait demeure. Deux réseaux entiers ont fait grève. Le Midi, quoique un peu tard, était parti du bon pied. Plus d'un tiers des chemins de fer français ont été immobilisés.

Et comme vous l'avez très bien souligné dans votre tartine, ce qu'il y a de superbe révolutionnaire, c'est le refus d'une foultitude de cheminots d'obtempérer à l'ordre de mobilisation.

Et cela impunément. Les travailleurs ont appris que vouloir, c'est pouvoir. Il faut un apprentissage à tout. Comme l'a dit Griffuelhes, c'est en forgeant, qu'on devient forgeron... et en révolutionnant qu'on devient révolutionnaire.

Tout le monde sait aujourd'hui qu'un ordre de mobilisation peut être désobéi et que le gouvernement n'y peut rien, qu'il assistera impuissant à la débâcle.

Briand a beau faire mousser ses services et son habileté, il sera pour la bourgeoisie un foutu terre neuve.

Ses menaces n'effraient personne. Il

aura beau faire décréter par la valetaille parlementaire l'illégalité de la grève, elle se fera quand même.

S'il faut recourir à l'illégalité, comme il le clamait sans vergogne à la tribune du Palais-Bourbeux, eh bien ! je crois que les travailleurs ne demandent pas mieux.

Le droit de faire grève ? La belle foulade ! On a les droits que l'on prend.

Les marins de Lisbonne n'avaient pas le droit de bombarder le palais royal et de déclider le roitelet Manoel à prendre la poudre d'escampette.

Ceux de Rio de Janeiro n'avaient pas davantage le droit de supprimer leurs officiers et de se mutiner pour abolir ces châtiments corporels dont une des bourgeois ministrielles de l'équipe à Briand a demandé le rétablissement en France.

Les parisiens n'avaient pas le droit, le 14 juillet 1789, de jeter bas la Bastille, ni le 4 septembre 1870, de renverser un Empire qui ne valait rien pour instaurer une République qui ne vaut pas davantage.

Briand se fout de la légalité ; les bons bougres en font litière. Quant à la défaiete, parlons-en. Après 48, après 71, c'était une dépression formidable. Rien de tel aujourd'hui. Les révoltés fourbissent leurs armes et se font la main par la grève perpétuelle. Ils peuvent envoyer des ultimatums aux Rothschild des compagnies et à l'Iscariotte du Pouvoir.

Je gagerais ma tête — ce qui est, dit-on, la gageure d'un fou — et avec tranquillité, je vous l'assure, que l'année 1911 ne se passera pas sans nous amener le grand chambard.

Il y a à l'horizon une grève qui n'est pas dans une musette, grève générale des chemins de fer — que tous maintenant savent possible — grève des postes, grève des mineurs, grève de l'éclairage, grève des grandes industries.

le gars tenait le crachoir. Ne prend-il pas un trop ses désirs pour des réalités et sommes-nous si près de l'inévitable conflagration ? Malin qui pourrait le dire. Les événements se succèdent, se poussent au cul l'un à l'autre. Le prolétariat révolutionnaire semble avoir trouvé ses voies et moyens dans le syndicalisme et dans la grève générale. L'esprit de révolte souffle partout, aussi bien dans l'Allemagne caporalisée par Bismarck et la social-démocratie dans l'Angleterre assoupi depuis le chartisme et l'unionisme de 1830, que dans les pays latins toujours prompts à la révolution.

D'autre part, jamais la pensée anarchiste et l'action ouvrière n'ont été si persécutées : Répression féroce en Argentine après la féroce répression espagnole. Incarcération d'ouvriers en France et, comme bouquet, l'ignoble verdict de Rouen. Condamnations à mort au Japon, le docteur Kotoku et d'autres camarades menacés du sort de Ferrer.

Soyons sur le qui-vive, et quand arrivera l'heure des grandes batailles, agissons nous-mêmes. Ne comptons pas trop sur ces comités qui hésitent quand il faut marcher. Nous devrions le savoir depuis la commune et de grâce, pas de comités de Salut Public ni de tribunaux révolutionnaires, laissons faire le Peuple. Sur ce point, ami Dubrac, je fais des réserves et ne dis pas : ainsi soit-il.

Le Père Barbassou.

Toujours l'apaisement

Il est joli l'apaisement dont a osé parler le cynique des cyniques qui nous gouverne. Cheminots poursuivis à outrance, militants condamnés à des peines inouïes sur le moindre prétexte, incarcérations arbitraires, sévissent avec une intensité comme on n'en vit jamais, sinon au lendemain d'une formidable tourmente sociale.

Avides de plaisir par leurs bassesses, nos magistrats en vont jusqu'à braver tous les ridicules dans leurs matches à la répression. C'est ainsi que notre camarade Hubert, de Mâcon-sur-Yèvre,

se voit poursuivi... pour vente de brochures ! Et cela en vertu de la loi de 1881 sur la presse, agrémentée de celle de 93 sur les menées anarchistes, les fameuses lois scélétrées. Il est donc possible de la Cour d'assises à propos de brochures d'Hervé, Yvetot, Faure, Kropotkin, etc., en vente partout et dont les auteurs n'ont jamais été poursuivis ! On croit rêver et l'on se demande justqu'où ira l'engagement gouvernante et sa vaillance en toge et en hermine.

BIBLIOTHEQUE DES SCIENCES CONTEMPORAINES

Editions Schleicher frères

La Géologie, par H. Guéde. Origine et histoire de la Terre, 724 pages, 151 figures.

La Biologie, par Ch. Letourneau. Origine et lois de la vie, 500 pages, 113 figures.

La Botanique, par J.-L. de Lanessan. Evolution du régime végétal, 500 pages, 142 figures.

La Préhistoire, par G. et A. de Mortillet. Origine et antiquité de l'Homme, 710 pages, 121 figures.

La Physiologie générale, par le Dr. Laumonier, 580 pages, 28 figures.

La Physico-Chimie, par le Dr. Fauvel. Rôle de la Physico-Chimie dans les phénomènes naturels, 510 pages.

La Psychologie ethnique, par Ch. Letourneau. Mentalité des races et des peuples, 555 pages.

L'Embryologie générale, par le Dr. Roule. Origine et évolution des êtres, 512 pages, 124 figures.

Chaque volume 1 fr. 90 pris au **Liberta**ire ; 2 fr. 25 francs. — Cartonné : 50 centimes en plus.

LA GRANDE RÉVOLUTION

Par Pierre Kropotkin

Dans ce style clair, sobre et vigoureux qu'en lui connaît, l'auteur trace un tableau saisissant des faits, depuis la prise de la Bastille jusqu'au début de la réaction thermidorienne. Il s'attache à mettre en relief le rôle du peuple dans la Grande Révolution, et sans nul doute, aucun historien n'avait jusqu'à présent analysé et dégagé aussi fortement l'action puissante et continue des gens du peuple.

Un fort volume de 750 pages, 2 fr. 75 francs, 3 fr. 25. En vente au **Liberta**ire.

LES MARTYRS DE CHICAGO (1887)

Une brochure, avec portraits de Spies, Lingg, Fischer, Engel, Parsons, Fielden, Schwab et Nebe.

L'exemplaire, 5 centimes. Le cent, 3 fr. 50, francs.

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »

Toute commande de librairie doit être accompagnée de son montant en timbres, mandats, bons de poste ou toute autre valeur. Adresser lettres et mandats à l'Administrateur du **Liberta**ire, 15, rue d'Orsel. La deuxième colonne indique le prix par la poste.

BROCHURES

ANARCHISME

Les Martyrs de Chicago	0 05 0 40
Aux jeunes gens (Kropotkin)	0 05 0 45
La morale anarchiste (Kropotkin)	0 05 0 45
Communisme et anarchie (Kropotkin)	0 05 0 45
L'Etat et son rôle historique (Kropotkin)	0 25 0 85
Entre paysans (Malaesta)	0 10 0 25
Aux anarchistes qui s'ignorent (Ch. Albert)	0 10 0 15
A B G du libertaire (Lermine)	0 10 0 15
L'Anarchie (Malaesta)	0 15 0 20
L'Anarchie (A. Girard)	0 05 0 10
Evolution et Révolution (E. Reclus)	0 10 0 15
Arguments anarchistes (Beaure)	0 20 0 25
La question sociale (S. Faure)	0 10 0 15
Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus (S. Faure)	0 15 0 20
Organisation, initiative, cohésion (Jean Grave)	0 10 0 15
Le Patriotisme, pas un bourgeois, le suivi des Déclaré, d'Emile Henry	0 15 0 20
Le Congrès anarchiste d'Amsterdam	0 25 1 35
Rapports au congrès antiparlementaire	0 50 0 60
Declarations d'Etevant	0 40 0 45

ANTIMILITARISME

Le manuel du soldat	0 40 0 45
La chasse à canon (Manuel Devaldes)	0 15 0 20
Aux conscrits	0 05 0 40
Lettres de prouesse	0 10 0 15
Le Militarisme (Fischer)	0 10 0 15
L'Antimilitarisme (Hervé)	0 10 0 15
Colonisation (Jean Grave)	0 10 0 15
Contre le brigandage marocain	0 25 0 20
La Révolte du 17	0 10 0 15

SOCIOLOGIE (SYNDICALISME, ANTI-PARLEMENTARISME, &c.)

Pages d'histoire socialiste (Tchernko)	0 25 0 30
La loi des salaires (J. Guesde)	0 10 0 15
Le droit à la paix (Lafargue)	0 10 0 15
Le syndicalisme (Kropotkin)	0 10 0 15
Le syndicalisme (Georges Yvetot)	0 10 0 15
La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière (Nietzche)	0 10 0 15
Mystification patriotique et solidarité prolétarienne (Zwickenberg)	0 10 0 15
Les Maisons qui tombent (M. Petit)	0 10 0 15
Le Syndicat (Kropotkin)	0 10 0 15
Le Syndicat (Pouget)	0 10 0 15
Le Syndicat (Pouget)	0 10 0 15
Les lois scélétrées	0 25 0 30
La grève générale (Aristide Briand)	0 05 0 15
Généralité révolutionnaire (G. G. T.)	0 10 0 15
Le Syndicat (Pouget)	0 10 0 15
Les lois scélétrées	0 25 0 30
La grève générale (Aristide Briand)	0 05 0 15
Généralité révolutionnaire (D' Pierrot)	0 10 0 15
Le parti du travail (Pouget)	0 10 0 15
Le remède socialiste (Hervé)	0 10 0 15
Le désordre social (Hervé)	0 10 0 15
Vers la Révolution (Hervé)	0 10 0 15
Politique et socialisme (Ch. Albert)	0 60 0 65
Les travailleurs des villes aux travailleurs des champs (Ch. Malat)	0 10 0 15
Illusion parlementaire (Laisant)	0 10 0 15

SCIOLOGIE (SYNDICALISME, ANTI-PARLEMENTARISME, &c.)

Pages d'histoire socialiste (Tchernko)	0 25 0 30
La loi des salaires (J. Guesde)	0 10 0 15
Le droit à la paix (Lafargue)	0 10 0 15
Le syndicalisme (Kropotkin)	0 10 0 15
Le syndicalisme (Georges Yvetot)	0 10 0 15
La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière (Nietzche)	0 10 0 15
Mystification patriotique et solidarité prolétarienne (Zwickenberg)	0 10 0 15
Les Maisons qui tombent (M. Petit)	0 10 0 15
Le Syndicat (Kropotkin)	0 10 0 15
Le Syndicat (Pouget)	0 10 0 15
Le Syndicat (Pouget)	0 10 0 15
Les lois scélétrées	0 25 0 30
La grève générale (Aristide Briand)	0 05 0 15
Généralité révolutionnaire (D' Pierrot)	0 10 0 15
Le parti du travail (Pouget)	0 10 0 15
Le remède socialiste (Hervé)	0 10 0 15
Le désordre social (Hervé)	0 10 0 15
Vers la Révolution (Hervé)	0 10 0 15
Politique et socialisme (Ch. Albert)	0 60 0 65
Les travailleurs des villes aux travailleurs des champs (Ch. Malat)	0 10 0 15
Illusion parlementaire (Laisant)	0 10 0 15

SOCIOLOGIE (SYNDICALISME, ANTI-PARLEMENTARISME, &c.)

Pages d'histoire socialiste (Tchernko)	0 25 0 30
La loi des salaires (J. Guesde)	0 10 0 15
Le droit à la paix (Lafargue)	0 10 0 15
Le syndicalisme (Kropotkin)	0 10 0 15
Le syndicalisme (Georges Yvetot)	0 10 0 15
La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière (Nietzche)	0 10 0 15
Mystification patriotique et solidarité prolétarienne (Zwickenberg)	0 10 0 15
Les Maisons qui tombent (M. Petit)	0 10 0 15
Le Syndicat (Kropotkin)	0 10 0 15
Le Syndicat (Pouget)	0 10 0 15
Le Syndicat (Pouget)	0 10 0 15
Les lois scélétrées	0 25 0 30
La grève générale (Aristide Briand)	0 05 0 15
Généralité révolutionnaire (D' Pierrot)	0 10 0 15
Le parti du travail (Pouget)	0 10 0 15
Le remède socialiste (Hervé)	0 10 0 15
Le désordre social (Hervé)	0 10 0 15
Vers la Révolution (Hervé)	0 10 0 15
Politique et socialisme (Ch. Albert)	0 60 0 65
Les travailleurs des villes aux travailleurs des champs (Ch. Malat)	0 10 0 15
Illusion parlementaire (Laisant)	0 10 0 15

SOCIOLOGIE (SYNDICALISME, ANTI-PARLEMENTARISME, &c.)

Pages d'histoire socialiste (Tchernko)	0 25 0 30

<tbl_r cells="2" ix="4" maxcspan